

Ecrit par le 24 janvier 2026

Les élus vauclusiens se mobilisent contre la fermeture du bloc opératoire de l'hôpital d'Apt



Au début du mois de juin, la directrice du [centre hospitalier du Pays d'Apt](#), [Danielle Fregosi](#), a annoncé la fermeture du service de chirurgie de l'hôpital au 31 décembre 2025. Une décision qui a soulevé de grosses inquiétudes auprès des habitants du territoire, mais aussi des élus du département, notamment la présidente du Conseil départemental, Dominique Santoni, qui a été reçue par le ministre de la Santé ce jeudi 24 juillet.

« C'est avec surprise et une grande inquiétude que la Ville d'Apt a pris connaissance de l'annonce de fermeture du service de chirurgie », avait annoncé la municipalité. [Véronique Arnaud-Deloy](#), maire de la

Ecrit par le 24 janvier 2026

ville, avait dit être « très confuse » face à cette annonce émise par la direction de l'hôpital et par la délégation départementale de l'Agence régionale de Santé (ARS) étant donné que l'ARS PACA avait délivré dans le même temps un renouvellement de l'autorisation d'activité chirurgicale pour une durée de 7 ans.

Depuis l'annonce, de nombreuses manifestations citoyennes ont eu lieu dans la ville et devant l'hôpital. Un page Facebook '[Apt•es à faire bloc](#)' a même été créée pour informer et mobiliser les habitants. Les élus du territoire du Pays d'Apt, et plus largement du Vaucluse, ont eux aussi fait part de leurs inquiétudes.

Les élus se mobilisent

Début juillet, [Catherine Rimbert](#), députée (RN) de la 5e circonscription de Vaucluse a interpellé le ministre de la Santé, Yannick Neuder, dans un communiqué de presse. « Cette fermeture n'est en réalité qu'un pas de plus vers le démantèlement progressif de l'offre de soins publics en zone rurale, déplore-t-elle. Elle entraînerait des conséquences dramatiques pour les patients : allongement des délais de prise en charge, déplacements contraints vers Cavaillon, Avignon ou Manosque, et un affaiblissement général de l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé. »

L'[association des maires de Vaucluse](#) a aussi affirmé son soutien aux élus du Pays d'Apt et a exprimé son inquiétude face aux conséquences que pourrait engendrer cette fermeture dans un territoire rural marqué par un vieillissement de sa population. « Consciente des enjeux nationaux liés à la réorganisation de l'offre hospitalière, l'AMV84 appelle à un réexamen attentif de cette décision, en tenant compte des réalités spécifiques du territoire, et invite à une concertation approfondie avec les élus locaux. » L'association a, par ailleurs, adressé un courrier au directeur de la délégation départementale de l'ARS, [Loïc Souriau](#), faisant part de ses préoccupations face à cette annonce de fermeture.

« Apt a besoin d'un hôpital en bonne santé »

Dominique Santoni

Ce jeudi 24 juillet, [Dominique Santoni](#), présidente du Département, mais aussi habitante d'Apt et maire de la ville de 2015 à 2021, s'est rendue à Paris pour rencontrer Yannick Neuder afin de défendre les intérêts du centre hospitalier du Pays d'Apt. « Entre les déficits de l'État et ceux de l'hôpital, l'avenir de notre établissement est fragile, a-t-elle affirmé. Pourtant Apt a besoin d'un hôpital en bonne santé, avec des finances stabilisées, une gouvernance claire et un avenir pérenne, au service de toute notre population. » Si cette rencontre n'a abouti à aucune solution arrêtée, des pistes concrètes ont été formulées afin de préserver l'offre de soins sur le territoire. « Nous avons abordé les difficultés financières de l'établissement (plus de 13M€ de déficit) et la nécessité d'un accompagnement fort de l'État pour pérenniser le fonctionnement des services de l'hôpital sur le long terme et des urgences en

Ecrit par le 24 janvier 2026

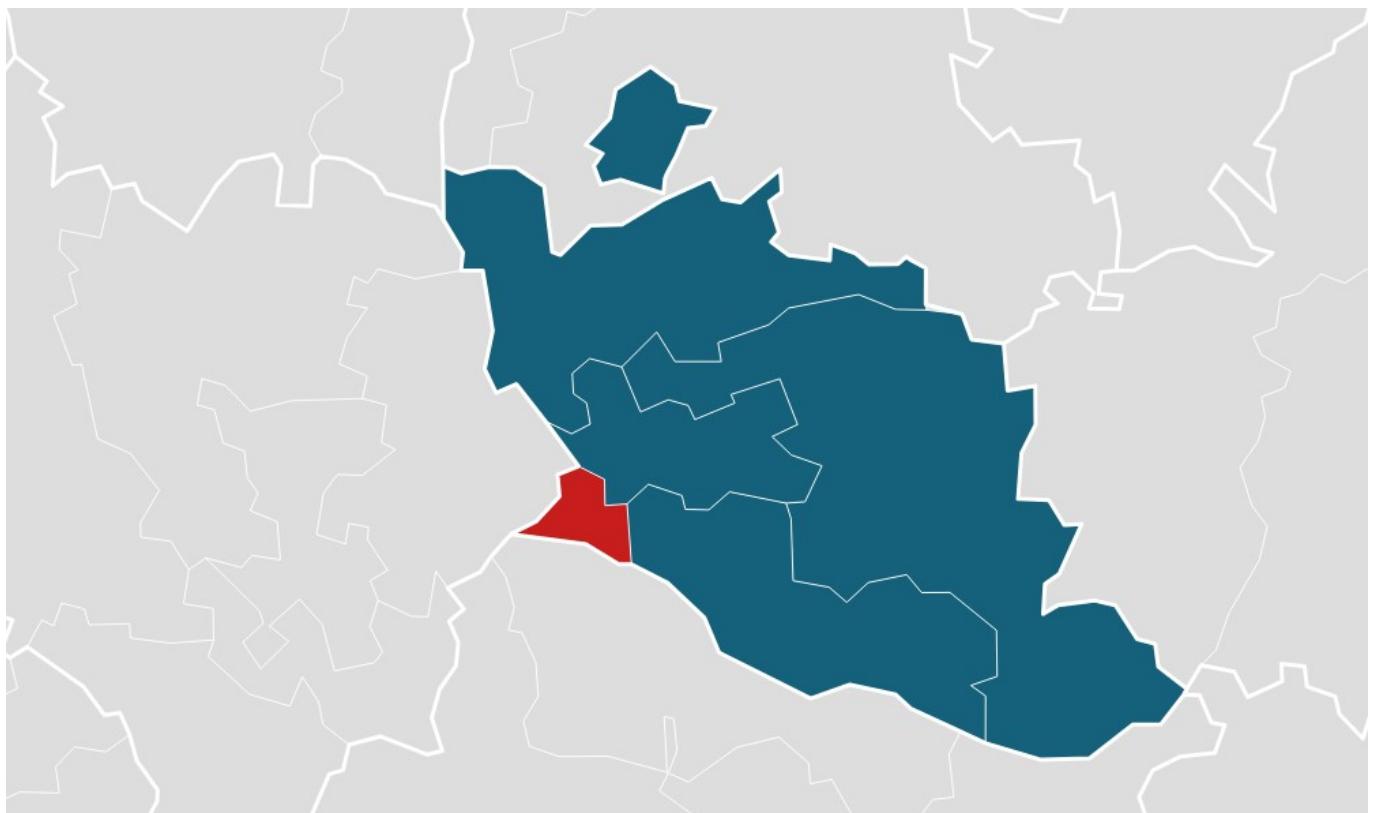
particulier, a déclaré la présidente du Département. En retour, j'ai réaffirmé l'engagement des collectivités locales, et en premier lieu du Département, pour accompagner le redressement et la redynamisation de l'hôpital. »



©Centre hospitalier du Pays d'Apt

Vaucluse, à droite toute ! Avignon, à gauche toute !

Ecrit par le 24 janvier 2026



Par rapport aux élections législatives de 2022, le RN gagne la 5^e circonscription qui lui manquait. Cependant, dans le même temps le parti lepéniste perd la 1^{re} circonscription qui place en tête l'antifa LFI Raphaël Arnault empêchant ainsi le RN de faire le grand chelem dans le département. Pour ce second tour, le Vaucluse reste cependant largement une terre RN avec 143 574 voix (56,36%) face au Nouveau Front de Populaire (100 198 voix et 43,02% des suffrages).

Contrairement au Gard où le parti lepéniste a raflé la mise en enlevant la totalité des 6 sièges de députés du département, le Vaucluse en conserve 4 sur 5. Déjà, la semaine dernière dans la 3^e circonscription, [Hervé de Lépinau avait été réélu dès le 1er tour](#) (53,51% des suffrages). Dans sa permanence de Carpentras, hier soir la déception des militants se lisait sur tous les visages. « Le Vaucluse a relevé la tête, mais ailleurs, les magouilles LFI-Macron ont joué à fond. Ce qui est sûr, c'est qu'à la prochaine élection, on va cartonner » a averti le député.

Dans la 2^e circonscription, [Bénédicte Auzanot a été réélue](#) avec 56,92% des voix face à Patrick Blanes pour l'Union de la Gauche (43,08%). Par ailleurs, dans la 4^e, Marie-France Lorho avait pour sa part failli être réélue au soir du 1er tour à une soixantaine de voix près. Finalement, [le RN est repassé haut la main](#) (65,43%) face à Monia Galvez (34,57%). Enfin, dans la 5^e délaissée par le sortant Jean-François Lovisolo au soir des Européennes, c'est [la RN Catherine Rimbert qui s'est imposée](#) avec 55,39% contre 44,61% pour Céline Celce.

Ecrit par le 24 janvier 2026

La 1^{re} au centre de toutes les attentions

La 1^{re} circonscription (Avignon-Morières-Le Pontet) où, dans le passé ont été élus les socialistes Henri Duffaut, Dominique Taddéi, Guy Ravier, Elisabeth Guigou, Cécile Helle et Michèle Fournier-Armand, voit [l'élection du controversé Raphaël Arnault](#) qui est passé avec 54,98% des voix face à la frontiste Catherine Jaouen (45,02%).

Dans cette circonscription, c'est Avignon qui a fait la différence pour le Nouveau front populaire avec 18 863 voix pour Raphaël Arnault (60,44%) contre 12 346 pour la sortante RN Catherine Jaouen (39,56%) qui, en revanche est arrivée en tête à Morières (65,92%) et au Pontet (58,47%).

« Avec moi, l'anti-fascisme entre à l'Assemblée Nationale. »

Raphaël Arnault, nouveau député de la 1^{re} circonscription de Vaucluse

« Nous, les militants de terrain, on a subi une violence folle de l'extrême droite sur le terrain, a déclaré le vainqueur venu célébrer son succès sous les fenêtres de la mairie de la cité des papes. Avec moi, l'anti-fascisme entre à l'Assemblée Nationale. Malgré l'acharnement des medias contre nous, les fake news, on a contrecarré le RN. Le dissident Philippe Pascal nous a soutenus dès le soir du 1er tour, on a fait du porte à porte, les marchés et ça a payé. C'est une victoire de toutes les forces de gauche, des militants de tous âges. Il faut résister. Hier soir, une manifestation spontanée a eu lieu devant la Mairie. Les gens étaient soulagés, les LGBT, les bi-nationaux, les musulmans, les républicains, les juifs, le peuple de gauche ». D'ailleurs Cécile Helle, [la maire d'Avignon qui avait soutenu une liste dissidente au premier tour](#), l'a souligné : « Avignon n'a pas failli, la dynamique collective du NFP a fonctionné à plein ».

« Le grand chelem pour le RN, ce sera la prochaine fois. »

Thierry d'Aigremont, secrétaire départemental RN du Vaucluse

Autre son de cloche du côté du référent du RN en Vaucluse, Thierry d'Aigremont. Après ce 'retournement national' qu'aucun sondeur ni commentateur n'avait vu venir, le secrétaire départemental lepéniste reconnaît « un défaite cinglante » de son camp. Mais il insiste : « Un 'fiché S au Palais Bourbon, c'est une atteinte à la sûreté de l'Etat. Nous ne lâcherons pas. La France va être ingouvernable. Le grand chelem pour le RN, ce sera la prochaine fois. »

Le RN reçu 4 sur 5 en Vaucluse

Plus en détail, dans la 2^e circonscription, la sortante lepéniste Bénédicte Auzanot a réalisé de hauts scores à Caumont (62,71%), au Thor (58,37%), à Cavaillon (58,21%) et à l'Isle-sur-la-Sorgue (54,96%). Son opposant Patrick Blanes, fataliste l'a reconnu, « Vous ne pouvez pas changer la décision des électeurs ».

Pour sa part, Marie-France Lorho a été confortée dans la 4^e avec 75% des voix à Piolenc contre 25% pour Monia Galvez (NFP), 79,93% à Lamotte-du-Rhône, 71,64% à Châteauneuf-du-Pape, 71,36% à Uchaux,

Ecrit par le 24 janvier 2026

71,26 à Jonquières, 66,61% à Sérignan, 65,92% à Orange, 65,71% à Beaumes-de-Venise. Elle dénonce : « Tous ces retraits, ces désistements, c'est une mascarade, on se fout des Français, on nous fait prendre les vessies pour des lanternes. Je m'inquiète pour le fonctionnement de l'hémicycle, on a déjà vu ce que ça donnait avec la NUPES dans la précédente législature. Au bout de quelques semaines, c'est le NFP qui va éclater en mille morceaux. Mais heureusement, chez nous, un nouvel élan est né ».

Enfin dans la 5e circonscription où l'ancien secrétaire fédéral du PS vauclusien et député sortant macroniste Jean-François Lovisolo ne s'est pas représenté, c'est la RN Catherine Rimbert, conseillère régionale qui l'a emporté dans un duel avec Céline Calce (55,4% contre 44,6%).

« Ce n'était pas facile dans ce bastion, mais heureusement les électeurs ne se sont pas laissé infantiliser par les consignes de vote. Et je serai la représentante de tous les Vauclusiens à l'Assemblée ». Elle a totalisé 66,67% des voix à Violès, 65,54% à Sarrians, 64,90% à Aubignan, 64,78% à Gargas. En revanche Céline Celce réalise un excellent score dans l'un des plus petits villages de Vaucluse, Auribeau 81,25% avec 39 voix contre 18,75% et 9 voix pour la nouvelle élue RN.

Au final, la participation en Vaucluse pour ce second tour est de 67,14%. Globalement, le RN s'impose avec 143 574 voix (56,36%) face au Nouveau front populaire (100 198 voix et 43,02% des suffrages). Soit 43 376 votes de plus.

Un seul point commun : la détestation du Président de la République

Maintenant que le second tour est passé, on attend toujours la clarification. Rien n'est réglé puisqu'aucun des 3 blocs n'a de majorité. Et les questions qui se posent sont innombrables. Et maintenant quelle majorité ? Qui à Matignon ? Pour quoi faire ? Les analystes y vont de leurs commentaires et se désolent. Après ces alliances contre nature, quel gâchis. Que de fractures entre français. Une coalition de bric et de broc, un président dont le parti est arrivé derrière le NFP et devant le RN, coincé entre les extrêmes qui n'ont qu'un point commun, la détestation du Président de la République. La gauche fait un carton, l'ex-majorité présidentielle fait ses cartons. Remontada de la gauche, étiolement du macronisme.

Il est vrai que l'ampleur des désistements a notablement modifié la physionomie du scrutin entre les 2 tours. Le RN qui était donné vainqueur, aux portes du pouvoir, se retrouve 3^e en raison du Front républicain. Entre les Français lepénistes qui sont frustrés à cause du tir de barrage anti-RN, ceux qui ont suivi les consignes et voté pour un candidat qui ne représentait pas leur sensibilité politique, ceux qui n'ont pas envie d'une majorité de gauche avec LFI, la France sera encore moins gouvernable qu'avant la dissolution-surprise...

A l'heure qu'il est, l'Union de la Gauche disposerait, selon le Ministère de l'Intérieur, de 182 sièges, Ensemble de 168 (alors qu'Emmanuel Macron bénéficiait d'un confortable matelas de 245 députés), le RN de 143 (lui qui n'en avait que 6 en 2012 et 89 avant la dissolution).

Un calendrier chargé pour le maître des horloges

Le calendrier de la semaine qui s'ouvre est plutôt chargé : déplacement dès demain du Président Macron à Washington pour les 75 ans de l'OTAN, retour à l'Elysée le 11, puis défilé du 14 juillet. La 1ère séance

Ecrit par le 24 janvier 2026

de l'Assemblée Nationale est prévue le 18 juillet, avec l'élection du ou de la présidente, des vice-présidents, des présidents des 8 commissions dont celle des Finances, des questeurs, des présidents de groupes (15 élus au moins pour en constituer un) et enfin la Cérémonie des Jeux Olympiques sur la Seine le 26 juillet.

On se souvient que lorsque Gérard Collomb avait démissionné après notamment l'affaire Benalla le 3 octobre 2018, il avait fallu 13 jours à Emmanuel Macron, maître des horloges, pour nommer Christophe Castaner au Ministère de l'Intérieur.